

Le gouvernement marocain promet d'améliorer la situation des jeunes, à la fois en termes d'infrastructures et d'emplois.

Le Maroc est en train de repenser une nouvelle stratégie destinée à aider les jeunes à réaliser leurs espoirs et leurs aspirations.

Une nouvelle approche participative est mise en oeuvre pour la toute première fois, avec la tenue de forums régionaux destinés à identifier les aspirations de la jeunesse, a expliqué le ministre de la Jeunesse et des Sports Mohamed Ouzzine aux députés, lundi 29 octobre.

Il a souligné la nécessité d'accélérer la mise en place de mesures pour les jeunes dans tous les domaines. Les futures actions seront fondées sur les propositions des jeunes Marocains, a ajouté le ministre. Cette stratégie sera formulée d'ici la fin de l'année.

La jeunesse est au coeur des préoccupations du gouvernement, a-t-il ajouté.

L'an dernier, le gouvernement avait fait de grandes avancées en mettant en oeuvre sa Stratégie nationale intégrée de la jeunesse 2010-2016. Ce réseau de soutien avait été renforcé par la création de 120 associations de jeunes, 19 centres de protection de l'enfance, 100 centres de la jeunesse, 125 foyers pour les femmes et quatre nouveaux centres de camps de vacances.

L'année qui vient verra la poursuite de cette stratégie, en particulier l'extension du réseau des camps de vacances. Leur capacité sera renforcée pour leur permettre d'accueillir plus de 300 000 jeunes, et les associations de la jeunesse bénéficieront d'un plus grand soutien financier.

Un comité consultatif sur la jeunesse et le secteur du volontariat sera également mis en place, qui sera responsable du suivi et de l'évaluation des questions relatives à la protection des jeunes et à l'augmentation des activités du volontariat.

La création d'emplois pour les jeunes est l'un des domaines prioritaires de l'action gouvernementale. Le but est de réduire le chômage à 8 pour cent à l'horizon 2016.

Le ministre de l'Economie et des Finances Nizar Baraka a expliqué

que le gouvernement souhaitait créer de la richesse en facilitant la croissance économique en termes d'emploi via une meilleure sélectivité dans le choix des investissements créateurs de richesses et d'emploi, la promotion des petites et moyennes entreprises (PME) et des micro-entreprises, l'encouragement

de l'auto-emploi et le développement de l'économie sociale.

Le programme Moukawalati pour l'auto-emploi a permis de financer ou d'auto-financer quelque 2 960 projets entre 2009 et fin juin 2012. Mais cela est encore en-deçà des attentes. En 2013, une aide est prévue pour toutes les personnes bé-

néficiant de ce programme pour leur permettre d'atteindre leur objectif.

Le gouvernement envisage de maintenir ses efforts d'investissement pour créer encore plus d'emplois, a déclaré Baraka, soulignant la nécessité d'élargir les perspectives en introduisant des mesures destinées à permettre aux jeunes d'entrer plus facilement sur le marché du travail, en ciblant les chômeurs de longue durée et en ouvrant de nouvelles filières d'emploi dans l'enseignement privé et dans la société civile par le biais d'organisations volontaires.

Sur la base de ces objectifs, de nouveaux outils seront mis en place pour lancer le programme "Moubadara" (Initiative), destiné à offrir plus d'emplois à valeur sociale dans le secteur volontaire.

Un autre programme, baptisé "Taatir" (Formation), vise à aider les personnes sans expérience professionnelle ou celles qui ont besoin d'une formation technique dans des domaines bien spécifiques.

Abdelhak Senna,
Pour magharebia.com



[AFP/Abdelhak Senna] Dans le cadre de sa stratégie septennale de soutien à la jeunesse, le Maroc a créé des centaines d'associations de jeunes dans tout le pays.

Les responsables militaires de la CEDEAO adoptent le plan d'action au Mali

Les chefs d'état-major des pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) se sont réunis le mardi 6 novembre à Bamako pour adopter le plan d'action d'une intervention militaire dans le nord du Mali, a fait savoir le quotidien Le Monde.

Le chef d'état-major de l'armée malienne Ibrahima Dairou Dembélé a exprimé sa satisfaction après l'adoption de ce concept opérationnel proposé par des experts internationaux. "Des troupes amies viendront ici pour aider le Mali à reconquérir le nord", a-t-il déclaré.

Ce concept précise la composition des troupes militaires étrangères, le niveau de participation des pays de la CEDEAO, ainsi que les questions liées au financement et au matériel nécessaires.

Pour sa part, Ansar al-Din a appelé

mardi les autres combattants à venir participer à ses côtés au dialogue politique, a fait savoir l'AFP.

Le groupe a également souhaité le respect des droits et des libertés fondamentales, le retour de toutes les personnes déplacées et des réfug-

giés, et la mise en place d'un climat "propice à l'adoption et à la mise en oeuvre d'un accord de paix intégral qui traite des causes profondes de cette crise".



Le médiateur de la CEDEAO et ministre burkinabé des Affaires étrangères Djibrille Bassole (à gauche) accueille le leader d'Ansar al-Din Iyad Ag Ghaly (à droite) à l'aéroport de Kidal au Mali.[AFP/ Romaric Ollo Hien] (Photo d'Archive)